



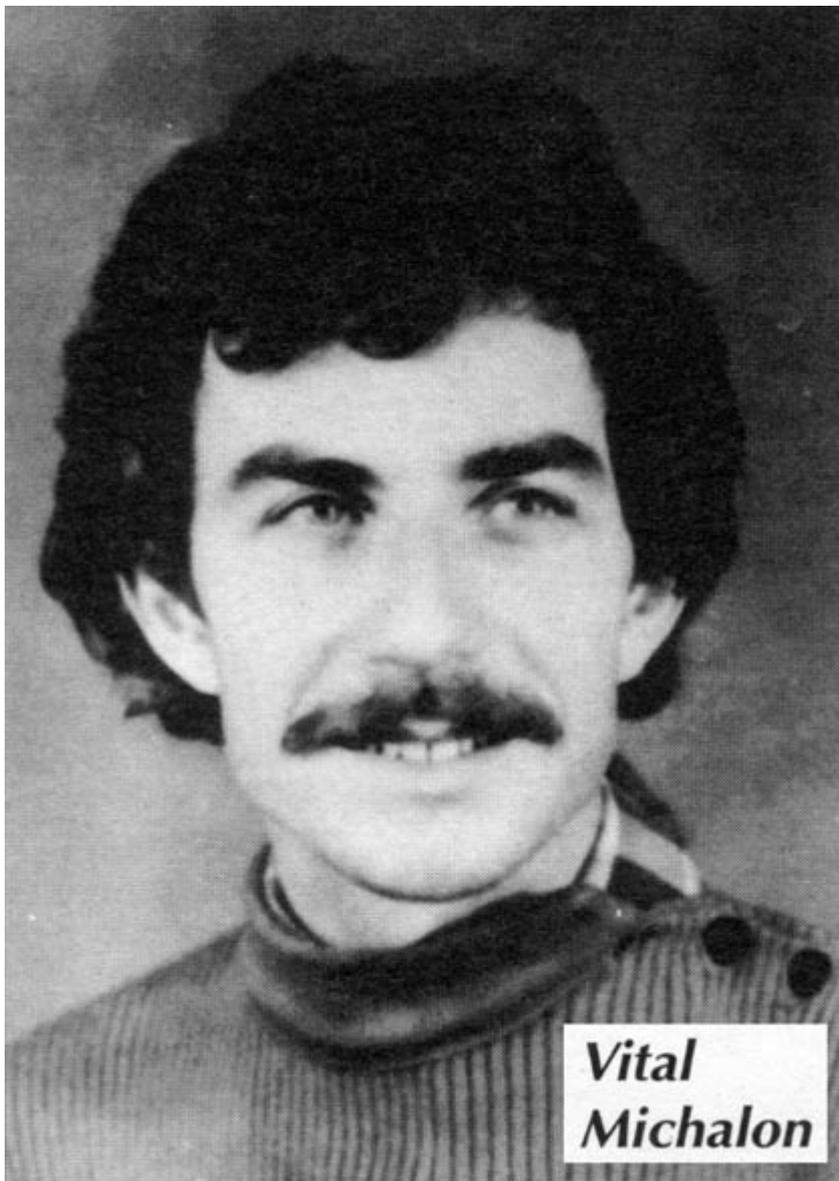
Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vital-nous-avons-evite-une-prolifération-des>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Nos dossiers et analyses > Hommages aux militant·es antinucléaires > **Vital : nous avons évité une prolifération des bombes atomiques**

28 juillet 2017

Vital : nous avons évité une prolifération des bombes atomiques

31 juillet 1977 : Vital Michalon, jeune professeur de physique de 31 ans, habitant à Die, manifestant contre le projet de surgénérateur Superphénix avec 60 000 d'entre nous, a été tué à Faverges près de Creys-Malville (Isère), par une grenade militaire offensive tirée par l'un des 5 000 militaires de la gendarmerie, CRS et forces de police qui ont utilisé 2 500 grenades offensives.



Un vaste secteur autour du chantier de construction de Superphénix avait été transformé en zone occupée militairement. Sur ordre du gouvernement, le préfet de l'Isère, René Jannin, ancien préfet de police à Alger durant la guerre d'Algérie, avait décidé le 28 juillet 1977 « *S'il le faut je ferai ouvrir le feu sur les contestataires* », et en a donné l'ordre. Michel et Manfred ont été mutilés, une centaine de manifestants blessés, 12 manifestants raflés et passés en procès. Pour des raisons militaires (la bombe), énergétiques, économiques (exportations de centrales), le nucléaire (CEA, EDF, AREVA) constitue le cœur de ces gouvernements qui ont lancé le programme tout nucléaire de 1974 et Superphénix : une « raison d'Etat ».

31 juillet 1977 : nous étions des dizaines de milliers, à l'appel des Comités Malville et de nombreux mouvements, partis de regroupements dans plusieurs villages, défilant sous la pluie sur des chemins étroits qui débouchaient dans le guet apens du Devins à Faverges, rebroussant chemin par les champs, sous les tirs de lacrymogènes. Le mouvement était lessivé, en pleurs. Le coup de force du gouvernement avait eu raison, pour un long temps, de notre naïveté.

31 juillet 2017 : Superphénix, prototype expérimental de centrale nucléaire à neutrons rapides à caloporteur sodium, de 1 200 MW_e à Creys-Malville, dont le coût de réalisation a été multiplié par 3 pour dépasser les 12 milliards d'euros, est en démantèlement depuis plus de 9 ans et pour de nombreuses années encore. Ses 5 500 tonnes de sodium ont été transformées en 39 000 m³ de blocs de béton-sodium légèrement radioactif entreposés sur le site. Les centaines d'assemblages

radioactifs sont déposés dans une nouvelle installation nucléaire dite APEC. Le coût du démantèlement est estimé à plusieurs milliards d'euros. Cette installation nucléaire source de prolifération du plutonium, décidée en 1976, mise en service en 1986, n'a fonctionné que 6 mois durant ses 5 premières années, 2 ans durant les 8 ans de son autorisation légale et un peu plus d'un an illégalement de 1994 à 1997 : c'était un mythe, un désastre.

Dominique Finon, alors chercheur au CNRS à Grenoble, avait raison trop tôt lorsqu'il a rédigé son ouvrage en 1988 : « L'échec des surgénérateurs : autopsie d'un grand programme », alors qu'était déjà rédigé « Alternatives au nucléaire » ouvrage collectif de chercheurs et militants.

Bref retour sur le siècle du passé (que les plus jeunes ne peuvent pas connaître, mais dont les conséquences dureront des siècles : la demi durée de vie du plutonium 239 est de 24 000 ans) :

Mai 1977 : le général Thiry, ancien directeur du centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique déclare : « La France sait faire des armes atomiques de tous modèles et de toutes puissances. Elle pourra, pour des coûts relativement faibles, en fabriquer de grandes quantités dès que les surgénérateurs lui fourniront en abondance le plutonium nécessaire. Quelle chance pour l'Europe et pour la France... » Le CEA programmait en 1977 qu'il y aurait plus d'une vingtaine de surgénérateurs en 2000, 10 en France et 10 exportés par la France.

Plusieurs avaries graves, dont certaines exclues des rapports de sûreté, ont démontré la fuite en avant dans cette expérimentation en vraie grandeur d'un projet coûteux, dangereux, inutile et source de prolifération du plutonium militaire.

Superphénix pouvait être le siège de ce que ses concepteurs-promoteurs-constructeurs-exploitants-contrôleurs (c'étaient les mêmes) appelaient pudiquement une « excursion nucléaire », dans différentes situations graves de défaillances même localisées du refroidissement du cœur par le sodium. Une telle « réaction nucléaire sur-critique prompte », avec un chargement en plutonium, en faisait une source de dangers non maîtrisés, encore plus importants que Tchernobyl (26 avril 1986) ou Fukushima (11 mars 2011).

8 mars 1987 : 20 tonnes de sodium sont en fuite entre les deux cuves du barillet de stockage temporaire du combustible nucléaire situé à côté du cœur du réacteur. Comme l'accident n'est pas prévu dans le rapport de sûreté, le chef de la centrale ne veut pas le croire ; c'est seulement le 1er avril 1987 qu'il télégraphie au ministre (le SCSIN, il n'y avait aucune autorité de sûreté indépendante) qu'il n'y a « pas de trace significative de sodium dans l'espace intercuvé » et qu'il informera par la suite s'il s'avérait qu'il y a une fuite (documents que nous avons obtenus alors après recours à la CADA).

Après cette avarie grave, nous démontrerons devant le juge administratif, preuves à l'appui, que l'installation ne répondait plus aux règles de sûreté. 28 février 1997 : nous avons obtenu, en droit, son arrêt définitif de fait, par la décision du Conseil d'Etat qui l'a privé de toute base légale et de toute autorisation de fonctionnement, en annulant le décret dit de « redémarrage » pris par le gouvernement le 11 juillet 1994 malgré les avaries graves de cette expérience et l'absence de respect des règles de sûreté (CE, 28 février 1997, WWF, Contratome, IPPNW, FRAPNA, Genève, Lausanne et plusieurs communes suisses, n°161504).

Le décret illégal de 1994 a été signé par Edouard Balladur, Gérard Longuet... François Fillon, Michel Barnier.

30 décembre 1998 : par décret signé de Lionel Jospin et Dominique Voynet, a été décidé la mise à l'arrêt définitif de Superphénix.

Un décret de 2006 a autorisé son démantèlement complet.

Là où certains avancent des certitudes, ce sont les incertitudes qui ont été mises en évidence. Là où certains ont une croyance mythique en la technique et la technocratie et croient pouvoir échapper au débat, nous disons que la démocratie est nécessaire. Les doutes des années soixante-dix étaient fondés. Le mythe s'est effondré. Le désastre a été évité. Reste le désastre financier.

Que de moyens auront été entre temps gaspillés, que de débats truqués, que de biens communs et de vies perdues.

L'avenir (quelle année ?) confirmera encore plus que la France doit sortir du nucléaire pour mettre en oeuvre des alternatives énergétiques, des économies d'énergie, l'arrêt de la prolifération du plutonium, une politique de paix.

C'est Vital.



Les déchets nucléaires de Superphénix sur le site pour des dizaines de milliers d'années :

Les faussaires : les centaines d'assemblages radioactifs extraits du cœur de Superphénix et ceux prévus pour le deuxième cœur, soit 14 tonnes de plutonium, sont des déchets nucléaires qui ont été stockés dans une piscine et un bâtiment nucléaires dénommés par décret « Atelier pour l'Evacuation du Combustible (APEC) ». Cette installation nucléaire a été présentée comme « temporaire », autorisée jusqu'en 2035. Comme aucune installation permettant de traiter ces centaines d'assemblages radioactifs de Superphénix, les dirigeants du lobby nucléaire le dénomment dorénavant faussement « Atelier pour l'Entreposage du Combustible (APEC). Ils ne jouent pas seulement avec les mots, mais avec nos lois, et avec notre avenir. Ils devraient l'appeler ADN Superphénix : Atelier de Déchets Nucléaires de Superphénix.

En arrêtant Superphénix nous avons empêché un temps la prolifération du plutonium, par l'exportation de surgénérateurs :

Nous avons agi avec nos camarades en Allemagne pour empêcher le projet de surgénérateur de Kalkar (projet de 300 MWé, jamais réalisé) dont le site est aujourd'hui un parc de loisirs. Nous avons agi avec nos camarades en Italie pour pousser le gouvernement italien à abandonner son financement de Superphénix. Nous nous sommes rendus au Japon pour manifester contre le projet de surgénérateur de Monju (246 MWé) mis en service en 1994, accidenté dès les premiers mois, n'ayant fonctionné que 7 mois en 22 ans, abandonné en décembre 2016.

Le lobby des nucléocrates s'entête coûte que coûte :

Il renaît sans cesse de ses désastres. Aujourd'hui encore, et particulièrement depuis 2010, les gouvernements français subventionnent des centaines de millions d'euros pour le projet d'un surgénérateur de 600 MWé dénommé ASTRID (nom d'une astéroïde cette fois) et poussent le Japon à redémarrer le surgénérateur de Monju.

Les années soixante-dix ont été des années de mobilisations importantes autour des Comités Malville, avec des réunions publiques, des manifestations, la récupération des plans ORSEC-Rad du préfet, des publications militantes comme Superpholix, une radio pirate Radio-active, des publications scientifiques comme « Plutonium-sur-Rhône », la Gazette du Nucléaire du GSIEN..., des actions en justice dès 1974 pour essayer, en vain, d'annuler les travaux du chantier sans autorisation, la déclaration d'utilité publique sans étude sérieuse de dangers.

Après la manifestation du 31 juillet 1977, le mouvement s'est replié, affaibli. En 1989, le Comité « Les Européen contre Superphénix » s'est constitué, regroupant des dizaines d'associations et organisations de plusieurs pays européens dont la France, la Suisse, l'Italie. Le 26 avril 1990, des manifestations ont été organisées dans plusieurs villes de France, de Suisse et d'Italie sur le thème « Tchernobyl 4 ans après, Malville aujourd'hui ». Le 9 avril 1994, une marche Malville-Matignon contre Superphénix réunit les Européens contre Superphénix, le Comité Malville, Contratom (Suisse), la FRAPNA, Greenpeace, le GSIEN, WWF et plus de 250 associations de France, de Suisse, d'Italie et d'Allemagne.

Le Réseau s'est ensuite appelé « Les Européens contre la prolifération du plutonium », qui est devenu aujourd'hui le « Réseau Sortir du Nucléaire », toujours très actif.

R.A.

